

FRANCHE-COMTÉ

Une ode au patrimoine industriel régional

Fruit de plus de 30 ans d'inventaire, le livre « Franche-Comté terre d'industrie & de patrimoine » constitue un véritable monument à la gloire de l'histoire économique et sociale, mais aussi technologique et architecturale comtoise. Un panorama foisonnant et richement illustré. Des savoir-faire au faire savoir.

« Faites bien ce que vous faites. Vous serez content de vous. Vous contenterez les autres. » L'adage est extrait d'un « Tableau-Maximes » figurant parmi les premières pages de l'ouvrage et reproduisant une affiche qui trônait jadis dans une usine jurassienne. Les auteurs de « Franche-Comté terre d'industrie & de patrimoine » (éd. Lieux Dits, 416 pages, 35 €) l'ont appliqué à la lettre en signant un livre remarquable qui retrace l'épopée industrielle régionale sous toutes ses facettes.

Plus de 700 photos

Un kaléidoscope qui éclaire tant les aspects historiques (du Moyen Âge à nos jours) qu'économiques, techniques et architecturaux. Le tout éclairé par des documents d'époque (plans, publicités, etc.) mais aussi et surtout par de superbes photographies actuelles signées Sonia Dourlot, Jérôme Mongreville et Yves Sancey.

« L'aboutissement de plus de 30 ans de recherches »

Qu'il s'agisse de la production de métal (fer, fonte et acier) ou de sa transformation (dans la taillanderie, l'horlogerie, la lunetterie,



Un véritable livre d'art, riche de 700 illustrations, pour jeter un coup d'œil dans le rétroviseur mais aussi porter un autre regard sur les riches heures de l'industrie régionale. Photo ER/P. LAURENT

l'outillage, les véhicules ou encore le machinisme agricole), de l'exploitation des ressources naturelles que sont la terre, le bois et l'eau, au travers des minéraux, du sel, du sable et de l'argile, du papier, de l'énergie, ou de la confection de mets à boire et à manger (fromagerie, meunerie, distillerie), l'ouvrage célèbre tous les aspects du génie entrepreneurial régional.

« C'est en fait l'aboutissement de plus de 30 ans de recherches », indique Nathalie Leblanc, vice-présidente Culture et Patrimoine au conseil régional. « L'idée remonte en effet à 1986. L'État avait demandé aux Régions de recenser les sites valorisant le patrimoine.

Conférence le 7 octobre à la Saline d'Arc-et-Senans

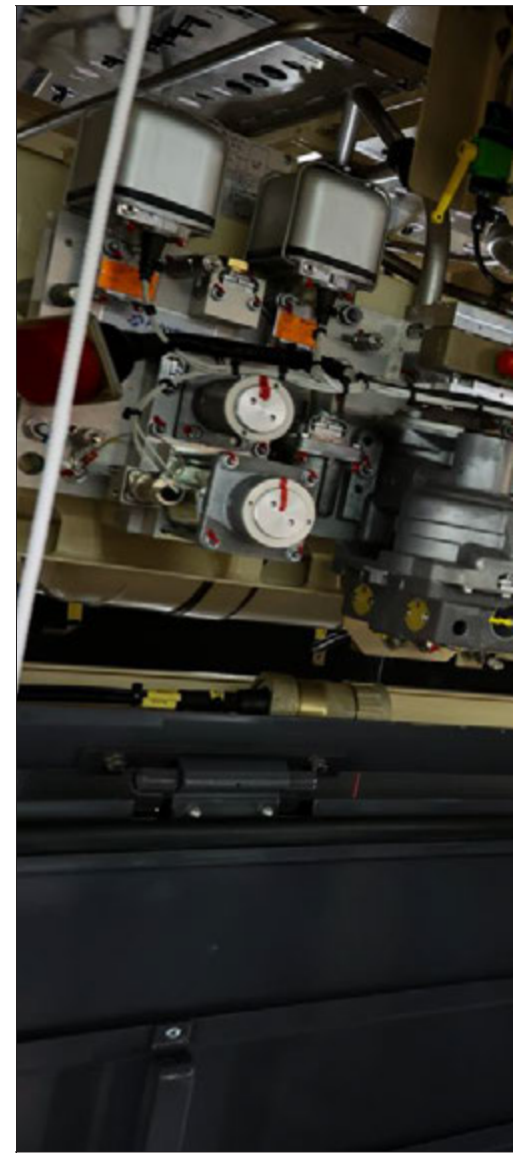
Peu de ces études ont été menées à bout mais l'ancienne Région Franche-Comté en fait partie, les auteurs des textes, Raphaël

Favereaux et Laurent Poupard étant des agents du service régional inventaire et patrimoine. »

Les auteurs animeront d'ailleurs une conférence pour la présentation officielle du livre, le 7 octobre, à la Saline royale d'Arc-et-Senans. Sachant que la publication (premier tirage de 1 500 exemplaires) a été financée par le conseil régional à hauteur de 40 000 €.

Quant au choix de la maison d'édition, Lieux Dits, basée à Lyon ? « C'était un marché public, sachant que cette maison d'édition a déjà publié plusieurs ouvrages sur la Bourgogne Franche-Comté, dont "Besançon et ses demeures", "Autour de la montre en Pays horloger", "Le Pays de Montbéliard", "La Ligne des Hironnelles" ou encore "Marbres et marbreries du Jura" », précise Nathalie Leblanc.

Disponible en librairie, « Franche-Comté terre d'industrie & de patrimoine » est destiné « tant



aux habitants de la région qu'aux chercheurs et aux touristes ». Sachant que d'autres projets patrimoniaux sont en cours, dans d'autres directions telles les salles de spectacle en Bourgogne Franche-Comté, le thermalisme, les fortifications...

Pierre LAURENT

« Franche-Comté terre d'industrie & de patrimoine », éd. Lieux Dits, 416 pages, 35 €.

QUESTIONS À



Jean-Claude Dumas. Photo archives ER/Pierre LAURENT

« La France est le pays le plus désindustrialisé d'Europe »

Jean-Claude Dumas, Professeur émérite d'histoire économique à l'Université de Franche-Comté et membre honoraire de l'Institut universitaire de France

« Franche-Comté : terre d'industrie et de patrimoine » nous parle de la brillante tradition industrielle de la région mais

aussi de la disparition d'activités historiques et d'entreprises au passé prestigieux. Mais ce phénomène n'est pas spécifiquement régional tant c'est toute la France qui souffre de désindustrialisation. Quand cela a-t-il commencé ?

« Les années 1970-80 ont été marquées par l'incapacité des élites économiques et politiques à adapter le pays aux changements liés à la mondialisation. Elles ont abandonné le modèle qui avait fait la réussite des Trente glorieuses sans vraiment le remplacer par un autre et ont sacrifié l'industrie aux services. Politiques, médias et industriels ont qualifié la désindustrialisation de mutation naturelle et inévitable en refusant de voir que la France est le pays le plus désindustrialisé d'Europe ! L'industrie représentait 22,3 % du PIB en France en 1970 : on n'est plus qu'à 10 %, très en dessous de l'Allemagne (24 %) ou de la Suisse (22 %). Non seulement les usines ont fermé mais nos exportations couvrent de moins en moins nos importations, d'où un déficit croissant du commerce extérieur. Le recul de l'industrie explique la détérioration relative du niveau de vie des Français : alors que le PIB par habitant de la France représentait 115,1 % de celui de l'Union européenne (à 27) en 2002, il n'en représente plus que 103,7 % en 2020, contre 121,2 % pour l'Allemagne, alors que les deux pays

faisaient jeu égal il y a 20 ans ! Pour soutenir le niveau de vie de la population, l'État a dû accroître les dépenses sociales (34,1 % du PIB contre 25,1 en Allemagne). »

N'y a-t-il pas eu de prise de conscience ?

« Si. Les fermetures d'entreprises, les délocalisations, le recul de l'emploi industriel sont à l'origine de la prise de conscience de la gravité de la situation. Les rapports se sont succédé à partir de 2004, mais la politique industrielle reste marquée par de nombreuses faiblesses : concentration des aides sur les grands groupes, oubli du territoire, faible efficacité des aides fiscales notamment en matière de recherche, absence de hiérarchisation des objectifs, saupoudrage des moyens... À cela s'ajoute une vision naïve de la mondialisation qui fait rêver de « fusions entre égaux », qui ont pourtant toutes abouti au passage des fleurons français sous contrôle étranger (Alcatel, Lafarge, Essilor), sans compter les promesses non tenues du mariage entre PSA et Fiat. »

Bref, avant les usines vivaient, maintenant elles se visitent...

« La désindustrialisation est le fruit de mauvaises décisions politiques mais aussi économiques : lorsque les patrons du CAC 40 fondent l'expansion de leurs entreprises sur la production dans les pays à bas salaires, cela a des conséquences sur l'emploi et le commerce extérieur. C'est le cas dans l'automobile où les constructeurs ont augmenté leurs effectifs dans le monde tout en les réduisant dans l'Hexagone. La part de la France dans le personnel de PSA est tombée de 43 % en 2013 à 22 % en 2019, et c'est encore moins chez Renault. »



L'ouvrage retrace l'épopée industrielle régionale et ses entreprises emblématiques, à l'image d'Alstom Transport, à Belfort, spécialisée dans le secteur des transports ferroviaires. Photo ER/Michael DESPREZ

« La réindustrialisation du pays nécessiterait un effort collectif gigantesque »

Quelques leviers d'une réindustrialisation, selon Jean-Claude Daumas, qui prépare une histoire de la société de consommation en Europe depuis 1945 et a notamment publié « La désindustrialisation, une fatalité ? » (PUFC, 2017), « La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIXe-XXIe siècle » (Flammarion, 2018) et « Les Révolutions du commerce, France XVIIIe-XXIe siècle » (PUFC, 2020).

« Une réindustrialisation supposerait une politique industrielle réelle, cohérente et acceptée. En effet, on ne peut se contenter d'un catalogue de mesures. Il faut une véritable stratégie qui ose poser la question des contraintes européennes : comment rebâtir une industrie puissante en composant

avec les règles européennes, un euro surévalué, les dogmes de la Commission et une Allemagne hégémonique ? Il faut aussi se demander comment articuler réindustrialisation et écologie, ce qui nécessite notamment de poser la question du nucléaire. On ne ferme pas une centrale qui est amortie et encore capable de fonctionner longtemps en toute sécurité. Cela n'a pas de sens de remplacer une énergie décarbonée (le nucléaire) par une autre (l'éolien), d'autant que cette politique entraîne une augmentation du prix de l'électricité, alors que l'électricité moins chère est notre seul avantage en Europe, notamment face à l'Allemagne. »

« Se pose aussi la question de la formation et des salaires. On ne peut plus accepter que les ré-

sultats de l'école se dégradent année après année, comme toutes les enquêtes internationales le montrent. Sans compter que les jeunes ingénieurs n'ont rien de plus pressé, une fois diplômés, que d'aller dans la banque ou le conseil plutôt que dans l'industrie parce que ça paye mieux. Tant qu'on ne modifiera pas l'échelle des salaires, l'industrie n'aura pas les ingénieurs dont elle a besoin. »

« Il y a aussi l'image de l'industrie dans l'opinion française, avec des clichés à la Zola... L'industrie n'a pas bonne presse, mais c'est également l'image du travail qui n'est pas bonne. Bref, la réindustrialisation du pays nécessite un effort collectif gigantesque, sur plusieurs fronts à la fois, et c'est ce qui rend les choses compliquées. »



La forge de Pesmes, en Haute-Saône, où la production s'est arrêtée en 1992. Photo ER/DR Jérôme MONGREVILLE

L'info illustrée

À pied d'œuvre



L'usine de petite métallurgie Rivex, à Orans, vue depuis la rive droite de la Loue. Spécialisée dans les éléments de fixation pour l'industrie automobile, l'entreprise (dont le chiffre d'affaires est de 32 M€) est en train de déménager, toujours à Orans. Emménagement prévu en 2023, après 22 M€ de travaux. Photo Jérôme MONGREVILLE



Un morceau de l'affiche publicitaire pour les tableaux-maximes qui figurait au sein de l'usine de la coopérative La Pipe, à Saint-Claude, dans le Jura. Photo DR



Détail d'une montre squelette Fabior-Watch. Photo Sonia DOURLOT



Un extrait, dans les années 1900, du catalogue de l'usine Jeantet de Morez, « Manufacture de lunetterie – spécialité de l'automobilisme et pour cyclistes ». Photo DR